

Les Echos

Lundi 1^{er} février 2016

La « vallée de la chimie »
à Lyon veut se renouveler

**Un procédé
de production
de gaz vert
à l'essai**

PMIE & RÉGIONS

en direct

La « vallée de la chimie » à Lyon veut se renouveler

- 300 millions d'euros auront été investis entre 2012 et 2016.
- La Métropole veut réindustrialiser 60 hectares de friches.

MÉTROPOLÉ DE LYON

Vincent Charbonnier
— Correspondant à Lyon

La « vallée de la chimie » se cherche un avenir industriel. Ce corridor d'activités concentrées au sud de Lyon, le long du Rhône et de l'autoroute A47, ne veut pas être sacrifié sur l'autel du développement durable. La Métropole de Lyon a réaménagé 60 hectares de friches obsoètes à reconquérir sur les communes de Saint-Fons et de Feyzin. Il y a à bord 15 hectares de friches industrielles, ensuite 15 hectares, en propriété de la collectivité, non utilisés, et enfin 30 hectares de ce que les professionnels appellent des « délaissés », enclos à l'intérieur de sites industriels qui ont servi de fermeterie et au transfert d'unités de production.

« Notre objectif est de remettre sur le marché ces 60 hectares de friche à vocation économique et de réimplanter des activités nouvelles dans des domaines de la chimie, de l'énergie, de l'environnement, en lien avec les industriels de la vallée et un certain nombre de partenaires financiers », affirme David Kimeffélé, premier vice-président de la Métropole de Lyon chargé du développement économique.

Mahle Behr France : 110 emplois supplémentés

ALSACE — L'équipementier automobile Mahle Behr France va supprimer au moins 110 emplois sur 869 dans son usine de climatisateurs à Bouffémont (Haut-Rhin) en raison de la baisse de son activité et de son chiffre d'affaires. Le groupe prévoit un programme d'investissement visant à renforcer l'optimisation et l'automatisation de la production.



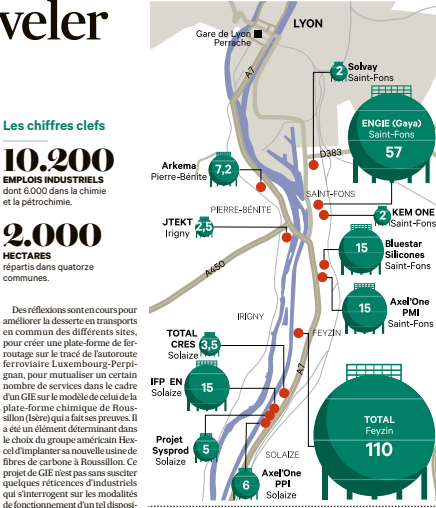
Grauu s'associe à l'allemand Sortimo

PAYS DE LA LOIRE — Le constructeur carrossier implanté à Laval vient de conclure un partenariat avec son concurrent allemand Sortimo. Les industriels sont tous les deux spécialisés dans la transformation et l'aménagement de véhicules utilitaires. Le groupe mayennais entre à hauteur de 50 % dans le capital de Sortimo France, entité

basée à Genesee (Val d'Oise). Les industriels prévoient de recouler outre-Rhin une association similaire au cours du second semestre 2016 et créent une nouvelle entité. Grauü (1,20 salarié) a réalisé en 2015 un chiffre d'affaires de 200 millions d'euros. Sortimo (1,000 salarié) affiche un chiffre d'affaires de 130 millions. L'année dernière, c'est une alliance avec l'américain Knapechek que Grauü avait signé.

Plus de 300 millions d'euros d'investissements entre 2012 et 2016

Investissements réalisés, en millions d'euros



Pierre Becat, président du pôle de compétitivité Aoxera et directeur de l'établissement d'IFP Energies Nouvelles à Solzize.

« Les grands groupes avaient déjà réalisé d'importants programmes. Total a engagé 110 millions de euros en 2015 pour moderniser des installations de raffinage et de pétrochimie de Feyzin. Par ailleurs, le groupe pétrolier investit 35 millions dans un nouveau laboratoire, mis en service en ce début d'année, dédié aux bioproduits entrant dans la composition de produits pétroliers. Buestar Silicoes a mis de son côté 15 millions dans la modernisation de son usine de Saint-Fons et l'accroissement de sa capacité de production destinée au marché des distilleries.

Catalyse industrielle
Au total, quelque 300 millions auront été investis entre 2012 et 2016 dans la vallée de la chimie. IFP EN a aussi investi 15 millions pour des équipements scientifiques, dont un supercalculateur mis parallèlement à disposition d'industries extérieures. Un autre projet de plateau de catalyse industrielle a été lancé et les industriels conviennent, une forte volonté de l'Etat, de la région et de la Métropole pour renforcer le développement économique et scientifique de cet écosystème », note Pierre Becat.

Un procédé de production de gaz vert à l'essai

Engie va tester à Saint-Fons une plate-forme de production de biométhane de seconde génération.

Engie attend beaucoup de la plate-forme Gaya qui entrera en service avant fin 2016. « C'est le grand projet de cette année », confirme Raphaël Schoentgen, directeur de la recherche et de la technologie du groupe énergétique. À la clé, le développement d'une nouvelle filière de production de biométhane de seconde génération. À la différence de la première issue de feuilles, de tonte d'herbe, de déchets verts et autres résidus du bois, de la paille, des déchets secs d'origine forestière, agricole ou de l'industrie papetière. Ce biométhane est produit par gazéification puis méthanation. À la clé aussi, un investissement total de 27 millions d'euros.



La plate-forme Gaya à Saint-Fons entrera en service avant la fin 2016. Photo: Echauffard/Acta

transports et projet gaz vert pour des usages domestiques. L'ambition du groupe Gaya est de reproduire ce procédé de manière industrielle afin de valoriser cette biomasse à la locale locale. A petite échelle », explique Raphaël Schoentgen, directeur des opérations et des projets collaboratifs qui réunit onze partenaires publics et privés, différents laboratoires universitaires et de l'CEA. Sur les 57 millions d'euros d'investissement, le programme de développement de la biométhane est financé par un tiers par l'Ademe, avec

Lyon. Les premiers équipements seront opérationnels dans le courant de l'année, latéral de la plate-forme de la fin de l'année.

Projet collaboratif
Une cinquantaine de personnes travaillent sur ce projet collaboratif qui réunit onze partenaires publics et privés, différents laboratoires universitaires et de l'CEA. Sur les 57 millions d'euros d'investissement, le programme de développement de la biométhane est financé par un tiers par l'Ademe, avec

un vivier technologique, selon Olivier Guénin, directeur de l'innovation Biogas + d'Engie, coordinateur du projet Gaya.

L'objectif est de porter le rendement d'installation de 56 à 95 % à terme. « Les essais portent sur un long éventail de matières premières (paille, résidus de bois, de papeterie, sur des mélanges afin de mieux maîtriser les paramètres de production de transformation », explique-t-il. Après deux à trois ans de tests, une première unité industrielle devrait être construite à horizon 2020.

À la différence d'autres démonstrateurs de production de biométhane, plus puissants, cette biomasse doit participer de manière croissante au mix énergétique. Trente-trois TWh de biométhane pourraient être produits en 2020, 250 TWh en 2050, soit plus de la moitié du gaz naturel consommé en France en 2050. A des perspectives, compris entre 60 et 120 millions d'euros. Parallèlement, les promoteurs du biométhane réfléchissent à des dispositifs d'accompagnement financier. « Mais nous ne pourrions faire qu'un nombre d'efforts en matière de crédits d'impôt et de crédits d'impôt des acteurs agricoles et forestiers, remarque Raphaël Schoentgen, responsable Régions pour les projets de biométhane de la Direction départementale, sur le campus de la

collaboration avec des structures collaboratives comme AxelOne, la vallée veut se transformer en campus d'innovation industrielle.

St start-up Skintay est souvent présentée comme la pépite de la vallée de la chimie. « Nicolas Pasquier a inventé des capsules parfumées qui se glissent dans des boîtes vides de la tuya de la douane. Pour doper cette innovation, il s'est appuyé sur un laboratoire de l'Inra de Lyon et sur la plate-forme AxelOne pour transformer ses dosettes en capsules biobiodégradables. Il est projet de développer leur production en région lyonnaise.

« Chemin fédérateur pour start-up, TPE et PME » AxelOne participe de ce « chemin résidentiel pour start-up, TPE et PME » qui jalonne la « vallée de la chimie ». Selon l'expression de Didier Bonnet, directeur exécutif d'AxelOne, cette plate-forme d'innovation collaborative, créée en juin 2013 à l'initiative d'établissements d'enseignement supérieur, régionaux, de CNRS et de l'IFPEN de Solvay et Engie, est composée de trois mailles. Le premier est centré sur les start-ups, à Saint-Fons, c'est de deuxième sur le croisement à Solzize. Le troisième, qui sera pleinement opérationnel en juin 2017, sera consacré à l'innovation industrielle, sur le campus de la

Une vingtaine de millions d'euros ont déjà été investis dans 8.500 m² de locaux, qui hébergent onze projets de recherche-développement, appuyés sur quatre plateformes technologiques mutualisées autour de la simulation, de l'enduction sur support souple et de la transformation de polymères et de la caractérisation de matériaux. Des travaux sont menés notamment sur des matériaux nanoporeux pour le stockage de gaz naturel et des pressions inférieures à celles actuelles.

Un cinquième plateau relatif à la catalyse industrielle sera installé en 2016 en liaison avec l'établissement de l'IFP EN, pour la mise au point de catalyseurs hétérogènes sous forme de billes. Le déploiement de ce nouvel équipement s'étendra sur un an à partir de juillet 2016. AxelOne devrait mobiliser 30 millions d'euros à terme. L'objectif est d'héberger une vingtaine de TPE entre 2016 et 2020, d'accompagner une dizaine de start-up supplémentaires, qui pourraient bénéficier à l'avenir du réseau industriel local et transformer la vallée de la chimie en campus d'innovation industrielle. À condition de ne pas laisser échapper des petites lettres que Lactis, spécialiste de la fabrication de films plastique hydrodissolubles, susceptibles et compatibles à base de produits naturels, a lancé un projet de Saint-Etienne. ■

La « vallée de la chimie » à Lyon veut se renouveler

- 300 millions d'euros auront été investis entre 2012 et 2016.
- La Métropole veut réindustrialiser 60 hectares de friches.

MÉTROPOLE DE LYON

Vincent Charbonnier
— Correspondant à Lyon

La « vallée de la chimie » se cherche un avenir industriel. Ce corridor d'activités concentrées au sud de Lyon, le long du Rhône et de l'autoroute A47, ne veut pas être sacrifié sur l'autel du développement durable. La Métropole de Lyon a recensé 60 hectares de foncier orphelins à reconquérir sur les communes de Saint-Fons et de Feyzin. Il y a d'abord 15 hectares de friches industrielles, ensuite 15 hectares, en propriété de la collectivité, non utilisés, et enfin 30 hectares de ce que les professionnels appellent des « délaissés », enclavés à l'intérieur de sites industriels par suite de la fermeture et du transfert d'unités de production.

« Notre objectif est de remettre sur le marché ces 60 hectares de foncier à vocation économique et de réimplanter des activités nouvelles dans les domaines de la chimie, de l'énergie, de l'environnement, en lien avec les industriels de la vallée et un certain nombre de partenaires financiers », affirme David Kimelfeld, premier vice-président de la Métropole de Lyon chargé du développement économique.

Suite à un appel à projets, lancé en septembre 2014, onze dossiers ont été déposés en juin 2015 par des opérateurs immobiliers et des entreprises industrielles. Ils concernent aussi bien la distribution et le conditionnement de produits chimiques de spécialités, la fabrication de produits d'hygiène professionnelle ou la récupération d'énergies fatales.

Les plus avancés concernent la création d'un village de PMI « cleantech » à Saint-Fons, de 50.000 m² de locaux, porté par la SERL et le promoteur EM2C. Un autre projet d'unité de gazéification et de production d'énergie verte à partir de biomasse est défendu par le groupe Maia. Un investissement de 40 millions d'euros. « Au bout du compte, on va en conserver six ou sept, indique David Kimelfeld, le rôle de la Métropole n'étant pas d'investir directement, mais de les accompagner dans l'environnement contraint des plans de prévention des risques technologiques. »

Aucun dossier n'a été déposé par de grands groupes comme Arkema, Solvay, Total déjà présents dans la vallée de la chimie, ni par des investisseurs étrangers. Mais l'ambition est de créer les conditions favorables pour que les activités sur place restent « et que de nouveaux acteurs de la filière chimie-environnement s'installent », relève

Pierre Beccat, président du pôle de compétitivité Axelera et directeur de l'établissement d'IFP Energies Nouvelles à Solaize.

En fait les grands groupes avaient déjà réalisé d'importants programmes. Total a engagé 110 millions dans la modernisation et la maintenance des installations de raffinage et de pétrochimie de Feyzin. Par ailleurs, le groupe pétrolier a investi 3,5 millions dans un nouveau laboratoire, mis en service en ce début d'année, dédié à des biocomposants entrant dans la composition de produits pétroliers. Bluestar Silicones a mis de son côté 15 millions dans la modernisation de son usine de Saint-Fons et l'accroissement de sa capacité de production destinée au marché des élastomères.

Catalyse industrielle

Au total, quelque 300 millions auront été investis entre 2012 et 2016 dans la vallée de la chimie. IFP EN a aussi mobilisé 15 millions pour des équipements scientifiques, dont un supercalculateur mis partiellement à disposition d'entreprises extérieures. Un autre projet de plateau de catalyse industrielle a été lancé. « Il existe des facteurs convergents, une forte volonté de l'Etat, de la région et de la Métropole pour renforcer le développement économique et scientifique de cet écosystème », note Pierre Beccat.

Les chiffres clés

10.200

EMPLOIS INDUSTRIELS dont 6.000 dans la chimie et la pétrochimie.

2.000

HECTARES répartis dans quatorze communes.

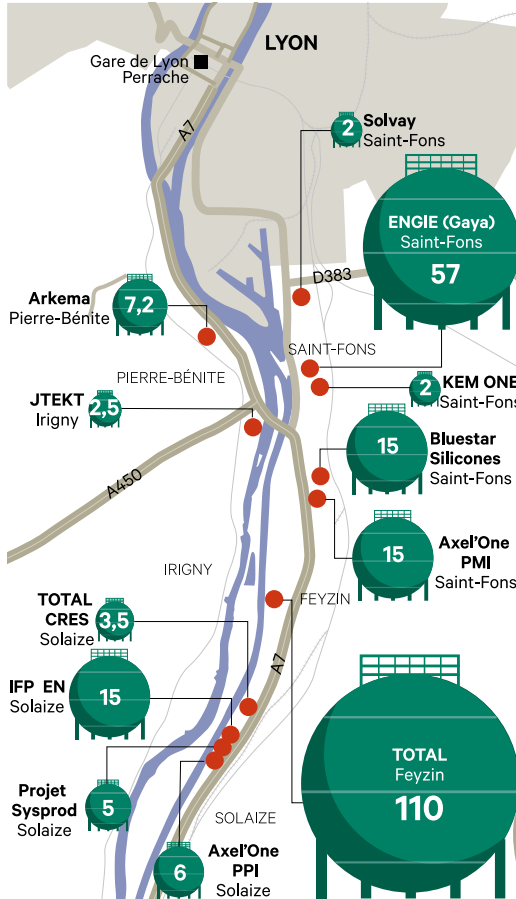
Des réflexions sont en cours pour améliorer la desserte en transports en commun des différents sites, pour créer une plate-forme de ferroutage sur le tracé de l'autoroute ferroviaire Luxembourg-Perpignan, pour mutualiser un certain nombre de services dans le cadre d'un GIE sur le modèle de celui de la plate-forme chimique de Roussillon (Isère) qui a fait ses preuves. Il a été un élément déterminant dans le choix du groupe américain Hexcel d'implanter sa nouvelle usine de fibres de carbone à Roussillon. Ce projet de GIE n'est pas sans susciter quelques réticences d'industriels qui s'interrogent sur les modalités de fonctionnement d'un tel dispositif, pour la fourniture d'énergie, notamment. ■

Les Echos

Lundi 1^{er} février 2016

Plus de 300 millions d'euros d'investissements entre 2012 et 2016

Investissements réalisés, en millions d'euros



Les Echos

Lundi 1^{er} février 2016

Un procédé de production de gaz vert à l'essai

Engie va tester à Saint-Fons une plate-forme de production de biométhane de seconde génération.

Engie attend beaucoup de la plate-forme Gaya qui entrera en service avant fin 2016. « *C'est le grand projet de cette année* », confirme Raphaël Schoentgen, directeur de la recherche et de la technologie du groupe énergétique. A la clef, le développement d'une nouvelle filière de production de biomasse de seconde génération. A la différence de la première issue de feuilles, de tonte de gazon, de déchets verts, celle-ci utilise du bois, de la paille, des résidus secs d'origine forestière, agricole ou de l'industrie papetière. Ce biométhane est produit par gazéification puis méthanation. A la clef aussi, un investissement total de 57 millions d'euros.

Des brevets déposés

Chauffée entre 800 et 1.000 degrés, cette biomasse sèche se décompose en molécules qui sont ensuite lavées et filtrées pour éliminer les goudrons et autres impuretés. Les atomes de carbone, d'oxygène et d'hydrogène obtenus sont recombinaés par le biais de catalyseurs pour former de nouvelles molécules d'eau, de CO₂ et de biométhane qui a les mêmes propriétés que le gaz naturel. Il peut être transporté par les canalisations habituelles et utilisé comme biocarburant pour les



La plate-forme Gaya à Saint-Fons entrera en service avant la fin 2016. Photo Kaboch'Arts

transports et comme gaz vert pour des usages domestiques.

L'ambition du projet Gaya est de reproduire ce procédé de manière industrielle « *afin de valoriser cette biomasse à la maille locale, à petite échelle* », explique Raphaël Schoentgen. Des travaux de recherche sont conduits depuis 2010 pour développer de nouvelles briques technologiques. Des brevets ont été déposés. La prochaine étape est de conduire des essais avec une installation pilote semi-industrielle en cours d'achèvement à Saint-Fons, près de

Lyon. Les premiers équipements seront opérationnels dans le courant de l'année, la totalité de la plate-forme d'ici à la fin de l'année.

Projet collaboratif

Une cinquantaine de personnes travaillent de concert sur ce projet collaboratif qui réunit onze partenaires publics et privés, différents laboratoires universitaires et du CEA. Sur les 57 millions d'euros d'investissement, le programme de recherche pèse 17 millions financés pour un tiers par l'Ademe. Avec

un vrai enjeu technologique, selon Olivier Guérin, le « monsieur Biogaz » d'Engie, coordinateur du projet Gaya.

L'objectif est de porter le rendement de l'installation de 56 % à 65 % à terme. « *Les essais porteront sur un large éventail de matières premières (paille, résidus de bois, de papeterie), sur des mélanges, afin de mieux connaître la flexibilité des procédés de transformation* », explique-t-il. Après deux à trois ans de tests, une première unité industrielle devrait être construite à horizon 2020.

A la différence d'autres démonstrateurs plus puissants, Gaya veut répondre à des besoins décentralisés, de plus petite taille, de l'ordre de 1MW pour s'approvisionner au plus près des gisements locaux de biomasse, réduire le transport et minimiser l'empreinte carbone. La biomasse doit participer de manière croissante au mix énergétique. Trente-trois TWh de biomasse pourraient être produites en 2030, 250 TWh en 2050, soit près de la moitié du gaz naturel consommé en France en 2010. A des prix acceptables, compris entre 60 et 120 euros. Parallèlement, les promoteurs du biométhane réfléchissent à des dispositifs d'accompagnement financier. « *Mais nous ne pourrions faire cela de manière efficace sans engagement des acteurs agricoles et forestiers*, remarque Raphaël Schoentgen. *Sans l'engagement des pouvoirs publics.* » — **V. Cha.**